

Grains fourragers

comparativement au temps que nous avons mis à le faire pour les autres céréales. Ce qu'il nous faut maintenant, c'est un objectif précis. Je parle d'un objectif à long terme et non pas de ceux que le ministre de l'Agriculture ou le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gillespie) cherche à nous proposer depuis quelques mois.

Il est intéressant de constater que lorsqu'on a demandé aux céréaliculteurs de l'Ouest combien d'acres de grain ils ensemencèrent, ils ont cité un chiffre étonnamment bas, d'autant plus que le grain a atteint des prix dans précédent. Il y a deux raisons à cela. D'abord, il y a eu le mauvais temps dans l'Ouest canadien bien sûr; deuxièmement, la raison principale pour ce chiffre bas c'est que les agriculteurs n'acceptent pas les conseils du gouvernement aussi facilement qu'ils l'auraient fait il y a quelques années, car les spécialistes gouvernementaux se sont trompés. On dit dans l'Ouest, et peut-être aussi en Ontario, que si le gouvernement vous conseille de cultiver quelque chose, il vaut mieux cultiver autre chose, ou faire le contraire, et vous aurez probablement raison. Les événements ont prouvé la sagesse de ce principe.

Le gouvernement doit exiger de ses spécialistes qu'ils pensent un peu plus et planifient davantage avant de faire des prévisions. On ne devrait pas dire aux agriculteurs de semer telle ou telle céréale, ou de cultiver tel ou tel champ de plus, car les céréaliculteurs sont trop raffinés pour écouter ce genre de conseils.

Le message est clair. En un mot, il nous apprend que les politiques agricoles qui ont suffi au Canada pendant les 75 dernières années ne lui suffiront pas pour les 75 prochaines, ni même peut-être pour les cinq prochaines. Nos politiques doivent être assez souples pour répondre aux nouvelles demandes, aux nouvelles exigences et aux pénuries grandissantes de produits alimentaires dans le monde. Elles doivent être liées à l'économie agricole, au transport et à la transformation des produits agricoles. C'est un travail d'ensemble qu'il importe d'entreprendre.

Nous avons parlé des grains fourragers au Canada. La vérité, c'est que la pénurie de produits alimentaires existe à l'échelle mondiale et que cette situation n'est pas particulière au Canada. Je pense que le gouvernement devrait, maintenant et le plus tôt possible, dire aux agriculteurs et aux consommateurs dans quelle voie il se dirigera au cours des quelques prochains mois, puisque nous allons nous trouver dans une situation qui pourrait être extrêmement précaire.

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'étais suspendu aux lèvres des députés d'en face, attendant des idées nouvelles, des propositions nouvelles, des pensées révolutionnaires qui montreraient que nous ne faisons pas ce qu'il fallait. Jusqu'à présent, je n'ai rien entendu qui me fasse penser qu'il y ait des idées révolutionnaires de l'autre côté de la Chambre. Si les agriculteurs du Canada avaient refusé d'accepter des changements, ils emploieraient encore les bœufs et les chevaux et transporteraient toujours leurs grains dans des chariots aux parois élevées. Les députés d'en face n'ont pas présenté d'idées révolutionnaires aptes à s'appliquer aux agriculteurs du monde entier. Voilà le premier point que je voulais souligner. J'insisterai sur quelques autres points également. Toute ma vie j'ai été agriculteur et j'ai su qu'il fallait du changement. J'aimerais que les députés qui prennent part au présent débat proposent des changements.

Il est question ce soir de protéines et des grains fourragers. Je tiens d'abord à signaler que l'approvisionnement

[M. Murta.]

en protéines au Canada est suffisant pour répondre aux besoins du bétail canadien et des éleveurs de volailles jusqu'à la prochaine récolte. Tout semble indiquer jusqu'ici que les États-Unis connaîtront cette année une récolte record de soya. Le gouvernement a pris des mesures rapides et efficaces pour assurer au Canada un approvisionnement suffisant en protéines sans aborder le marché des producteurs de grains et de protéines. Nous surveillons de près la situation et mettons au point des programmes d'urgence au cas où des problèmes se poseraient dans le commerce ou l'offre.

Selon des estimations courantes, l'approvisionnement en protéines est suffisant pour répondre aux besoins du pays, bien que des problèmes de répartition puissent se poser au niveau régional et des redressements s'imposent dans la composition et le niveau en protéines des grains fourragers.

Les déclarations plus ou moins justes, monsieur l'Orateur, sur les pénuries et l'embargo, qui ont circulé dans le pays n'ont sûrement pas facilité les choses. Elles n'ont fait que jeter de l'huile sur le feu. Certaines personnes se conduisent tout à fait comme des gens irresponsables, lançant ou répétant des rumeurs dans leur intérêt. Elles semblent croire qu'elles gagneront l'opinion publique à leur cause en criant au loup. Mais ce sont les agriculteurs et les consommateurs qui paient un prix excessif chaque fois que de telles rumeurs favorisent la hausse des prix.

Permettez-moi de vous rappeler, monsieur l'Orateur, qu'il s'agit d'une situation internationale et que le doute et la spéculation règnent sur tout le marché international. La situation est telle qu'en jetant de l'huile sur le feu, on ne fait qu'encourager les gens qui détiennent des approvisionnements en protéines à les accumuler et à provoquer de nouvelles hausses, alors que les spéculateurs internationaux sur les denrées passent de la spéculation sur l'or à celle sur les produits agricoles.

L'alimentation, comme le monde s'en rend compte aujourd'hui, est la source première de l'énergie humaine. Vous pourriez manger tout l'or au monde que cela ne vous donnerait rien; vous pourriez mourir de faim. Vous avez besoin de nourriture. De plus en plus, le monde constate que les aliments sont les denrées les plus importantes. Nous apprécions nos marchés d'exportation, et nos clients, qui ont été établis au cours des années. Parce que nous les apprécions, nous avons agi de cette façon. Nous voulons approvisionner ces gens d'une façon ordonnée et ne songer aux spéculateurs de la onzième heure qu'en dernier lieu.

Permettez-moi de passer en revue la situation au Canada actuellement. Nous avons surveillé de près le prix des protéines, surveillance qui a commencé bien avant les augmentations récentes. Dès que les prix du soya ont commencé à augmenter, nous avons accéléré notre étude de la question, et nous avons calculé le montant de protéine dont nous aurions besoin pour un programme d'alimentation normale, ainsi que pour un programme de rationnement fondé sur un minimum d'utilisation de protéines.

Notre étude de la question a commencé bien avant que les États-Unis ne mettent l'embargo temporaire sur l'exportation d'une liste restreinte de denrées le 28 juin. Dès que les États-Unis eurent pris cette mesure, nous avons immédiatement réagi par l'intermédiaire d'un groupe interministériel établi en vue d'évaluer la situation canadienne. Nous avons consulté de nombreux secteurs de l'industrie canadienne et nous avons calculé nos besoins futurs et avons tenu compte de la possibilité de substitutions.